

Pour une Égalité Durable



progressive
society

Rapport de la Commission Indépendante
pour l'Égalité Durable | 2019-2024



Groupe de l'Alliance Progressiste des
Socialistes & Démocrates
au Parlement européen

« *Progressive Society* » est une initiative du Groupe Parlementaire
« Alliance Progressiste des Socialistes & Démocrates » au Parlement européen.

www.socialistsanddemocrats.eu



TheProgressives



socialistsanddemocrats



socsanddems



socsanddems



socsanddems



socialistsanddemocrats

Qu'est-ce que l'initiative « Progressive Society » ?

« Progressive Society » est une initiative du Groupe parlementaire « Alliance Progressiste des Socialistes & Démocrates » (S&D) au Parlement européen.

Elle a été lancée en janvier 2018 à l'initiative commune de trois de ses vice-présidents d'alors : M. Udo Bullmann, Mme Isabelle Thomas et Mme Kathleen van Brempt. Cette initiative s'inspire des Objectifs du Développement Durable (ODD) adoptés par l'Organisation des Nations-unies (ONU).

L'initiative vise à enrichir le travail parlementaire du Groupe S&D, tant sur le plan législatif que non législatif, dans des domaines aussi variés que la politique budgétaire, la politique agricole, la politique de la pêche, la politique régionale, la politique environnementale, la politique industrielle, la politique des transports ainsi que les questions économiques et sociales, l'emploi, l'égalité femmes-hommes, l'éducation, la culture ou les politiques liées au marché intérieur. Le Groupe S&D plaide déjà dans tous ces domaines pour une transformation durable de nos sociétés.

Le Groupe S&D est le premier groupe au Parlement Européen à avoir mis en place une stratégie globale visant à prendre en compte systématiquement la perspective du « développement durable » dans les politiques « internes » de l'Union européenne. Afin de continuer à développer une vision et des propositions concrètes, afin aussi de mieux coordonner ses activités politiques avec différents acteurs tels que les syndicats et les organisations non gouvernementales, l'initiative « Progressive Society » approfondira dans les mois qui viennent ses réflexions sur les enjeux politiques relatifs au développement durable et la façon dont les politiques publiques doivent évoluer pour mettre en œuvre la transformation nécessaire à la réalisation d'« une société qui assure durablement le bien-être de toutes et tous ».



Eric Andrieu
Vice-président
Groupe S&D



Mercedes Bresso
Vice-présidente
Groupe S&D



Kathleen van Brempt
Vice-présidente
Groupe S&D

www.progressivesociety.eu

Résumé

La Commission Indépendante pour l'Égalité Durable a reçu pour mission de définir ce qui pourrait être une nouvelle vision de la société fondée sur les valeurs de progrès et ancrée dans la perspective du développement durable. Cette mission, dont le but ultime est de combattre la montée des inégalités en Europe, s'inspire des Objectifs du Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030 adoptés à l'ONU en 2015 par l'ensemble des États membres de l'Union européenne et par d'autres pays. L'agenda 2030, bien que visionnaire, n'a toujours pas encore été clairement et intégralement intégré à l'agenda politique européen ni traduit en mesures concrètes.

Le présent document constitue le premier rapport de la Commission Indépendante. Il lance un appel en faveur d'une Europe radicalement différente et formule plus de 100 propositions politiques que les partis politiques progressistes - et les acteurs sociaux - peuvent mettre en œuvre pendant la prochaine législature du Parlement Européen (2019-2024). Ces propositions reposent sur une approche radicalement différente de la gouvernance européenne qui devrait être bâtie sur la base d'un nouveau Pacte du Développement Durable.

La Commission Indépendante insiste sur l'urgence d'une action politique radicale pour surmonter les différentes crises que nous traversons et qui ne cessent de se renforcer mutuellement. Il est urgent de ranimer la Sociale-Démocratie à un moment éminemment critique de son histoire. Le système économique dominant produit les crises que nous connaissons, - crise, économique, crise sociale, crise environnementale et crise politique. Sans changements profonds, ces crises provoqueront l'effondrement de la démocratie soit parce que des forces populo- autoritaires et extrémistes prendront le pouvoir en Europe, soit parce que l'effet cumulé de ces crises sera tel que nos sociétés en seront profondément déstabilisées. Le nouveau rapport du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Climat (GIEC) a clairement identifié les défis environnementaux qui sont devant nous. D'autres experts prédisent déjà l'avènement d'une nouvelle crise financière, aux effets dévastateurs sur nos économies et qui s'ajouteraient aux conséquences négatives encore perceptibles de la crise de 2008. Trop peu a été fait pour

rendre la zone euro plus intrinsèquement résistante (résiliente) aux chocs. Les conditions sociales continuent de se détériorer, du fait d'inégalités croissantes et d'un sentiment de précarité de plus en plus perceptible dans toute l'Europe, non seulement dans des régions dites « délaissées » mais aussi dans les zones rurales, à l'intérieur comme à la périphérie de nos centres urbains. Ces phénomènes peuvent représenter de graves risques systémiques et alimenter le vote en faveur des partis populo- autoritaires et extrémistes.

Cet avenir-là est peu réjouissant. Pourtant, il est possible de construire un autre avenir : un avenir construit sur la mise en œuvre de politiques radicalement progressistes. C'est ce à quoi la Commission Indépendante s'est employée. Elle a cherché à identifier une stratégie concrète et précise, sur la base d'un message optimiste et volontaire : une Europe différente est possible. C'est aussi un appel adressé aux partis progressistes pour qu'ils prennent toute la mesure de la situation, qu'ils lancent des initiatives politiques exigeant une voie alternative et pour qu'ils unissent leurs forces avec les syndicats et les organisations de la société civile progressiste, mobilisant ainsi toute la société, dans une démarche participative de bas vers le haut.

L'Europe doit regarder la réalité en face, aussi dérangeante que cette réalité puisse paraître. Près d'un tiers de nos enfants et de nos jeunes sont pauvres ou peuvent le devenir, des millions de jeunes ne trouvent pas d'emploi ce qui les empêche de commencer à façonner leur vie d'adulte, et plus de la moitié des adultes en Europe sont persuadés que les jeunes générations auront une vie plus difficile que la leur. Les propositions politiques énoncées dans ce rapport sont aussi destinées à ouvrir le dialogue avec les jeunes générations autour d'un projet qui vise à démontrer que la fatalité n'existe pas et que l'avenir peut ne pas être sombre. Si nous agissons ensemble pour changer le cours de l'Europe, une société radicalement différente peut émerger, une société fondée sur l'égalité durable, une société du bien-être pour tous, une société équilibrée et en paix sur le plan économique, social et écologique, une société qui ne laisse personne ni aucun territoire sur le bord du chemin.





An aerial, high-angle photograph of a large, diverse crowd of people, likely at a public event or protest. The people are packed closely together, filling the entire frame. The colors of their clothing are varied, creating a textured, multi-colored pattern. The perspective is from directly above, looking down on the group.

Redonner du pouvoir au peuple

En tout premier lieu, la Commission Indépendante préconise de **redonner du pouvoir au peuple** : il s'agit de considérer les citoyens comme des acteurs à part entière de la démocratie et non comme de simples consommateurs, tant au niveau local qu'au niveau européen et de s'appuyer sur les membres des organisations syndicales et sur les personnes engagées de la société civile. Ce rapport souligne en quoi nos démocraties se sont fragilisées au fil du temps sous l'effet conjugué de la concentration des richesses et du pouvoir économique d'une part et de l'affaiblissement de la démocratie dans le domaine économique suite à l'affaiblissement de la représentation syndicale, d'autre part. Il est nécessaire de mettre fin à cette situation. Les citoyens doivent être en capacité de lutter pour leurs droits et d'exiger une société plus juste, en particulier sur leurs lieux de travail. Les citoyens doivent être en mesure de demander à leurs élus d'assumer la responsabilité des décisions prises en s'appuyant entre autres sur des processus de décision beaucoup plus transparents. Le rapport préconise de redonner aux partenaires sociaux, y compris les syndicats, un rôle central par l'adoption, notamment, de nouveaux dispositifs juridiques visant à renforcer les différentes formes de participation des travailleurs dans les entreprises, à encourager la négociation collective, à donner aux partenaires sociaux une place plus importante dans l'élaboration des politiques européennes, et à assurer que le travail faussement indépendant qui prend de l'ampleur dans l'économie dite collaborative (économie des plateformes) n'affaiblisse l'idée même de représentation syndicale. Plusieurs des recommandations de la Commission Indépendante portent sur la nécessité de renforcer nos démocraties en revivifiant la participation des citoyens dans l'espace public et en élargissant ce qui relève du débat public et citoyen. L'une des recommandations de la Commission Indépendante porte sur la création, à l'image de l'alliance italienne ASViS, d'« Alliances nationales en faveur du développement durable » où toutes les composantes de la société civile peuvent se rejoindre. L'Union européenne se doit aussi d'élaborer des instruments juridiques qui visent à protéger et à renforcer, dans chacun des États Membres, les espaces de dialogue civique et citoyen, et ce sans que les autorités gouvernementales ne puissent y faire obstacle.

Repenser le capitalisme

Redonner aux citoyens le pouvoir d'agir créera les conditions politiques pour **repenser le capitalisme**. Bien entendu, le secteur privé, en particulier les grandes entreprises, ont également un rôle majeur à jouer dans ce projet en plaçant le principe de durabilité économique, sociale et environnementale au cœur de leurs stratégies de développement. Aujourd'hui, c'est la tendance inverse qui domine : concentration sans fin des profits, prévalence du court terme sur toutes autres considérations, et transfert à l'ensemble de la société des coûts externes, sociaux et environnementaux. L'évasion et la fraude fiscales continuent de sévir, ce qui permet à certaines des plus grandes entreprises mondiales de contribuer de manière insignifiante au paiement de l'impôt. Parallèlement, les

secteurs financiers et bancaires continuent de développer des pratiques tellement inappropriées qu'elles déstabilisent nos économies. Parallèlement, celles-ci traversent une révolution technologique profonde liée au développement du numérique, de l'intelligence artificielle et de la robotique. Ces révolutions devraient contribuer à l'amélioration du bien-être de chacun. Or ce n'est pas toujours le cas dans la mesure où, faute d'être suffisamment régulées, elles provoquent aujourd'hui de fortes ruptures sur les marchés du travail et favorisent une plus grande concentration des revenus et des richesses.

Afin que les activités économiques relevant du secteur privé prennent mieux en compte les objectifs sociaux et environnementaux, afin qu'elles contribuent équitablement à la redistribution des richesses et des revenus, il convient d'encourager autant que possible de formes nouvelles d'entrepreneuriat. Cela permettrait de diversifier l'économie, de la rendre plus collaborative et moins obsédée par le court terme et l'optimisation des profits. Cela aurait aussi l'avantage de mettre en lumière les externalités négatives générées par les activités des entreprises au détriment de la collectivité dans son ensemble. C'est évidemment pour cette raison qu'il importe de développer et renforcer un secteur clef comme le secteur de l'économie sociale et solidaire. Mais il importe aussi de faire évoluer le cadre réglementaire en adoptant par exemple le Statut européen des entreprises à but lucratif (European Statute for benefit corporations), statut juridique qui intègre dans l'objet même de l'entreprise à but lucratif la prise en compte de critères sociaux et environnementaux. D'une façon générale, toutes les entreprises quelques soient leurs formes ou statuts devraient rendre des comptes de façon plus systématique sur leurs performances sociales et environnementales. À cet égard, des obligations minimales devraient être inscrites dans la législation européenne et les procédures de passation des marchés publics devraient intégrer les critères de durabilité sociale et environnementale. La collecte de l'impôt sur les sociétés doit être plus efficace et il faut faire preuve de plus d'audace dans l'adoption et le renforcement des initiatives en cours de discussion au niveau européen sur ce point. La Commission Indépendante préconise aussi de renforcer les mécanismes de supervision et de contrôle du secteur financier afin de l'obliger à jouer pleinement son rôle dans le financement de la transition durable ainsi que dans le financement des activités des plus petites entreprises et dans le soutien à la consommation. Il convient aussi de reconnaître et de maîtriser les nouveaux risques qui émergent dans le secteur financier, notamment ceux liés au développement des systèmes bancaires parallèles (« shadow Banking »).

Quant aux grandes entreprises qui sont souvent les plus réfractaires à assumer leur responsabilité vis à vis de la collectivité, des règles plus strictes pourraient être élaborées sous la forme d'un « Passeport des entreprises responsables » (Corporate Responsibility Passport). Ce Passeport serait obligatoire pour opérer au sein du marché unique. La Commission Indépendante reviendra plus en détails sur cette proposition.

Rétablir la justice sociale

Les mesures visant à redonner de pouvoir au peuple et celles qui contribueront à repenser nos économies doivent être combinées à toute une gamme d'autres mesures ciblant plus précisément la lutte contre la pauvreté et les inégalités les plus criantes telles que celles liées au sexe, au revenu, au patrimoine, à l'origine et au lieu de résidence. La Commission Indépendante estime donc **qu'il est impératif de concrétiser l'exigence de justice sociale** qui est un objectif fondamental de nos sociétés. Aucun être humain ne doit être laissé pour compte. Il importe que chacun comprenne que nous serons tous perdants si chacun d'entre nous ne peut pas jouir d'une vie décente et d'un bien-être durable. Des mesures doivent être prises pour lutter contre la pauvreté, garantir des emplois de qualité et un salaire décent à chacun, pour assurer l'égalité femmes-hommes dans tous les domaines, pour permettre une véritable mobilité sociale ainsi que pour développer une approche radicalement ambitieuse et renouvelée de lutte contre les inégalités territoriales. La première des propositions en la matière porte sur l'adoption d'un nouveau programme d'envergure pour lutter contre la pauvreté en Europe. Ce programme comporterait notamment des mesures telles que « un système européen de garantie pour lutter contre la pauvreté infantile – Garantie Enfance », une stratégie européenne de grande ampleur de soutien au logement social, public et abordable pour tous, « un mécanisme européen garantissant un revenu décent » pour toutes celles et ceux qui ne disposent pas de ressources financières suffisantes, « un mécanisme européen pour garantir un plancher en matière de protection sociale » conformément aux recommandations de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et une stratégie d'intégration pour les migrants. Si elle en a la volonté, l'Europe, peut réduire, au cours des 30 prochaines années, de plus de la moitié le nombre de personnes pauvres et précaires et éradiquer totalement la pauvreté avant la fin de ce siècle. Si elle n'agit pas avec détermination, l'Europe sera confrontée au scénario exactement inverse, pauvreté et exclusion sociale continueront à se développer sous l'effet conjugué des risques liés aux ruptures technologiques, la concentration non maîtrisée des revenus et des richesses ou encore l'augmentation des inégalités dues à l'environnement.

Au-delà de la lutte contre la pauvreté, il importe également d'adopter des mesures visant à renverser le sentiment croissant de précarité sociale et de fragilité qui touche de plus en plus de citoyens européens, en ce compris une large proportion de la classe moyenne. Le Socle Européen des Droits Sociaux, adopté en 2017, doit être pleinement intégré dans le droit européen et les droits des travailleurs doivent être protégés face au développement des formes nouvelles du travail ou des contrats précaires. Les chômeurs de longue durée, qui, pour la plupart n'ont pas retrouvé d'emploi depuis la crise financière, doivent être soutenus par la mise en place au niveau européen d'« un mécanisme pour un Droit à l'Activité » (« European Activity Right ») en s'inspirant du modèle de la Garantie Jeunesse déjà adoptée par l'Union européenne. Les bas salaires doivent être revalorisés afin de garantir la fois des conditions

de vie décentes à toute les familles qui travaillent et une répartition plus équitable des richesses produites. Pour ce faire, la Commission Indépendante suggère d'adopter un Plan européen en faveur d'un salaire équitable (« European Fair wage plan ») et des mesures visant à redonner un caractère progressif à l'impôt sur le revenu. Il faut également s'employer à réduire les inégalités entre les sexes : l'écart salarial entre les femmes et les hommes peut être réduit par le biais de dispositions législatives ciblées et par le biais de plus de transparence en matière de rémunération mais aussi par l'adoption d'une politique favorisant vraiment l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée s'appuyant sur des droits ambitieux en matière de congés maternité, paternité, congés parental et de congés pour les personnes aidantes. Des mesures doivent également être prises pour améliorer la place des femmes dans la société et encourager leur participation pleine et entière à tous les niveaux. Afin de promouvoir plus de mobilité sociale, il est indispensable de promouvoir des mesures favorisant une éducation de qualité pour tous et des services de garde d'enfants de qualité.

L'inégalité est aussi ancrée dans une large mesure dans nos territoires, là où les gens vivent et travaillent. Pour concrétiser notre exigence de justice sociale et de bien-être pour tous, il est par conséquent crucial de bien mesurer l'impact des décisions prises sur l'ensemble des territoires et d'être plus particulièrement attentif à ceux structurellement « laissés pour compte » et dont le potentiel de développement est gâché. Les politiques actuelles doivent être utilisées de manière plus efficace et plus cohérente au profit de logiques de développement économique régional plus conformes aux exigences liées à la durabilité. La politique européenne de cohésion doit permettre la poursuite des objectifs du développement durable dans tous les territoires et permettre à chacune de nos régions de définir et de concevoir des approches qui sont le plus adaptées à leurs caractéristiques propres, en s'appuyant notamment sur les initiatives portées par les acteurs locaux (CCLD) ou en soutenant les stratégies industrielles locales adaptées et décidées par les populations. La politique européenne de cohésion doit ainsi reposer sur une mise en œuvre dynamique du Code de conduite européen qui prévaut à l'élaboration des contrats de partenariats. Et les programmes européens horizontaux tels qu'Horizon Europe (Politique européenne de la Recherche) ou InvestEU (Soutien à l'investissement dans l'UE), à condition que leur impact territorial soit mieux appréhendé, devraient aussi contribuer utilement à des stratégies de développement définies au niveau local.

La Commission Indépendante a aussi exploré d'autres possibilités pour répondre à cette exigence de justice sociale dans nos sociétés. Elle propose l'élaboration, dans une étape ultérieure, d'une « Charte du Bien Commun » (« Commons Wealth Charter ») pour garantir à chacun le droit de jouir, le plus souvent gratuitement, d'un ensemble de biens et services liés intrinsèquement à la durabilité. La Commission Indépendante approfondira sa réflexion sur cette proposition dans un futur proche.



JUSTICE



Bâtir une écologie sociale progressiste

Il sera impossible de redonner une capacité d'action aux citoyens, de refonder nos économies et de répondre à l'exigence de justice sociale pour tous les individus et tous les territoires sans tenir compte du lien de plus en plus étroit entre question sociale et défis écologiques. Il y a un lien intrinsèque entre la planète et les êtres humains mais cette dimension du développement durable a longtemps été négligée parce que l'on a privilégié, d'une part l'idée du développement inclusif (l'interaction entre l'humain et l'économie) et d'autre part « l'économie verte » (l'interaction entre la planète et l'économie) d'autre part. Le 4^{ème} axe sur lequel la Commission Indépendante a tenu à faire des propositions ambitieuses porte précisément sur la **nécessité de bâtir une écologie sociale et progressiste**. Les défis environnementaux sont en partie corrélés aux questions sociales, notamment aux inégalités de revenus et de pouvoir. L'inégalité est aussi un défi sur le plan de l'environnement tout comme la détérioration de l'environnement est une question sociale. Les politiques publiques doivent aborder ces deux dimensions conjointement, tant sur le plan des principes que sur le plan institutionnel, en se fondant sur l'idée de justice. Le rapport identifie deux voies principales pour briser le cercle vicieux de l'inégalité sociale et de la destruction de l'environnement et pour au contraire enclencher un cercle vertueux où progrès social et progrès écologique iront de pair. D'une part, la Commission Indépendante a identifié plusieurs recommandations concrètes pour mettre en œuvre le concept majeur de « transition juste », qui devrait occuper une position de plus en plus centrale dans l'élaboration des politiques nationales et européennes. Par ailleurs la Commission Indépendante souligne la nécessité d'opérer une ambitieuse transformation de l'État-providence (tel que défini dans l'ère pré-écologique dans l'après-guerre) en un État socio-écologique du XXI^e siècle, conçu comme un outil public puissant au service du développement durable et de la transformation de la société. La Commission Indépendante approfondira sa réflexion sur cette proposition dans un futur proche.

Actionner les leviers du changement

Pour effectivement mettre en œuvre toutes les mesures identifiées dans le rapport, il est indispensable de modifier fondamentalement le fonctionnement et la gouvernance de l'Union européenne. Pour la Commission Indépendante, **les leviers du changement** passent par une réforme profonde du cadre de gouvernance européen actuel qui repose sur le processus dit du « Semestre européen » et sur le primat du respect des règles en matière budgétaire. Grâce à l'élaboration de règles

et de processus décisionnels radicalement nouveaux, les objectifs de développement durable doivent, être au cœur de l'élaboration des politiques européennes. Cette action doit être étroitement combinée avec un approfondissement substantiel et une démocratisation de l'Union économique et monétaire. Il convient aussi de pouvoir disposer d'une stratégie de financement solide à même de garantir des ressources adéquates pour réaliser la transition durable grâce à un nouveau Cadre Financier Pluriannuel (CFP) ambitieux, des systèmes fiscaux nationaux équitables et intégrant la question de la durabilité ainsi que investissements publics conséquents aux niveaux national et européen. La Commission Indépendante formule des recommandations détaillées pour un nouveau cadre de gouvernance favorisant le développement durable, fondé sur un « Pacte du Développement Durable » comprenant un ensemble d'objectifs ambitieux, contraignants et non strictement budgétaires. Cette nouvelle approche permettrait de mesurer les performances économiques pas uniquement à l'aune de l'augmentation du PIB comme c'est le cas aujourd'hui mais sur la base d'un ensemble plus large d'objectifs et d'indicateurs, comme outils d'évaluation global de l'avancée des politiques en faveur du bien-être durable pour tous.

Petit guide de lecture des propositions politiques de la Commission Indépendante

Les chapitres 3 à 7 exposent les nombreuses recommandations politiques élaborées par la Commission Indépendante. Chacune d'entre elles repose sur une ou plusieurs « mesures concrètes » à mettre en œuvre au cours de la prochaine législature du Parlement Européen (2019-2024).

Dans chacun de ces chapitres, la Commission Indépendante a également identifié des propositions pour aller plus loin, intitulés « étapes futures », qui pourraient être mises en œuvre à plus long terme.

Au final, le rapport détaille 110 propositions politiques et stratégiques (« mesures concrètes » et « étapes futures »). Elles sont rassemblées dans une annexe au rapport et classées par chapitre.

À la fin du chapitre 2, la Commission Indépendante présente en 10 points les propositions politiques qu'elle considère les plus radicales et les plus stratégiques pour réaliser le changement profond qu'elle appelle de ses vœux. Le rapport comprend également plusieurs infographies permettant de visualiser les différentes recommandations ainsi que la façon dont elles peuvent interagir entre elles (infographie globale et infographies spécifiques au début des chapitres 3 à 7).

LE BIEN-ÊTRE DURABLE POUR TOUTES ET TOUS

NOS 10 PROPOSITIONS POLITIQUES LES PLUS RADICALES

1. **Rendre la démocratie à toutes et tous**

Ré-enchanter la démocratie grâce à un Contrat Citoyen définissant ce qui constitue « la démocratie du développement durable pour tous ». Ce Contrat Citoyen couvrirait 8 dimensions, parmi lesquelles : le renforcement des syndicats et de la société civile, les principes de la démocratie participative, la transparence, la participation pleine et entière des femmes dans la vie politique et économique, les principes pour concevoir des politiques de développement territorial ascendantes (du bas vers le haut – bottom -up), l'indépendance des médias et de la Justice et la définition d'objectifs de politiques publiques sur des critères autres que le seul PNB.

2. **Repenser le capitalisme pour le mettre au service des citoyens et de la planète**

Pour garantir que le monde des affaires respecte un minimum de responsabilité que la société est légitimement en droit d'exiger de la part des entreprises, il importe d'élaborer une Directive européenne sur la responsabilité économique, sociale, environnementale et sociétale des entreprises. Pour s'assurer que les marchés financiers travaillent au service de tous les citoyens, il est nécessaire d'adopter des règles et des mécanismes de surveillance plus strictes du secteur financier, y compris la mise en place d'une Agence européenne chargée de l'exécution des mesures de lutte contre la criminalité financière et la fraude fiscale et de prévoir la présence de représentants des autorités publiques dans les conseils d'administration des banques. Afin de rétablir l'équité sur le plan fiscal et le financement des politiques publiques visant au bien-être commun, il faut mettre en place une taxation efficace du profit des entreprises, y compris dans le secteur l'économie numérique.

3. **Élaborer un nouveau plan européen efficace de lutte contre la pauvreté**

Il est possible d'éradiquer la pauvreté en Europe au cours de ce siècle grâce à un plan ambitieux visant à réduire de 25 millions d'ici 2030 et de 50 millions supplémentaires d'ici 2050 le nombre de personnes précaires ou en situation d'exclusion sociale. Il est essentiel de mettre fin aux formes extrêmes de pauvreté en élaborant un « système européen de garantie pour lutter contre la pauvreté infantile – Garantie Enfance », une Directive-cadre pour un revenu minimum et décent, un mécanisme européen garantissant un « Droit à l'Activité » (European Activity Right) aux chômeurs de longue durée et une politique visant à passer du « salaire minimum » au « salaire d'existence » (Living wage).

4. **Bâtir une nouvelle Europe sociale fondée sur des droits solides et une protection sociale pour toutes et tous**

Il faut renforcer la dimension sociale de l'Europe par la mise en œuvre ambitieuse et complète d'ici 2024 de tous les principes et droits définis dans le Socle Européen des Droits Sociaux.

5. Exiger une nouvelle équité des revenus et des salaires

Afin de traduire dans la réalité l'objectif 10 du développement durable des Nations Unis, il faut lancer un vaste plan européen d'action en faveur d'un salaire équitable (European Faire Wage Plan) pour faire en sorte que, d'ici 2030, les 40 % de salariés en bas de l'échelle voient leur rémunération augmenter plus vite que le salaire moyen national. Pour que les inégalités de revenu soient réduites à un niveau décent, il faut assurer la transparence des salaires et inscrire une stratégie de réduction des inégalités dans le Semestre européen et dans le futur Cycle du Développement Durable.

6. N'abandonner aucun territoire en Europe

Pour renforcer la cohésion territoriale, deux principes cardinaux doivent prévaloir dans l'élaboration des politiques publiques: la prise en compte de leur « dimension spatiale et de leur impact territorial » et le recours aux « approches ascendantes » (bottom –up). Cela implique une réforme en profondeur de la politique de cohésion européenne ainsi qu'une interaction plus stratégique entre celle-ci et les autres programmes financiers européens, tant dans le cadre du Semestre européen que dans le cadre du futur Cycle du Développement Durable, le tout en cohérence avec le plan européen de lutte contre la pauvreté et le plan d'action en faveur d'un salaire équitable.

7. Ne laisser personne au bord du chemin de la transition technologique et de la transformation vers une société durable

Pour faire face aux défis environnementaux et sociaux et pour donner naissance à une nouvelle forme de progrès partagé par toutes et tous. Il faut mettre en avant une nouvelle approche globale intitulée «la transition juste ». Cette nouvelle approche globale doit être appliquée systématiquement à tous les domaines d'action publique, et notamment à la politique « climat et énergie » de l'Union, aux politiques industrielles pour assurer leur durabilité et à l'agriculture. Les changements technologiques actuellement à l'œuvre doivent être régulés de telle sorte qu'ils ne creusent pas plus les inégalités et qu'ils n'intensifient pas les fractures sociales et territoriales existantes. Pour faciliter la transition des emplois actuels vers de nouveaux emplois, il faut augmenter l'investissement dit social et favoriser l'accès abordable à une éducation et une formation de haute qualité pour toutes et tous.

8. Construire un État protecteur des risques d'aujourd'hui et de demain

Pour se protéger des effets de plus en plus évidents liés au changement climatique et des effets négatifs sur le plan de la santé provoqués par la pollution, il faut bâtir un État-Providence socio-écologique, apte à réduire les inégalités environnementales et à garantir de nouvelles formes de protection sociale.

9. Définir une fiscalité équitable au service de la solidarité

Il est possible de renverser la tendance à la hausse des inégalités de patrimoine et de financer des initiatives sociales destinées à éradiquer la pauvreté grâce à un « impôt européen sur les revenus nets du patrimoine » (European Net Wealth Tax) et grâce à la taxe sur les transactions financières.

10. Favoriser le changement par une gouvernance axée sur le développement durable

Pour réaliser la transformation de nos sociétés vers le développement durable, une nouvelle approche de la gouvernance, de nouvelles règles juridiques et de nouveaux instruments s'imposent. Un Pacte en faveur du Développement Durable est nécessaire : il sera inclus dans un futur Cycle du Développement Durable qui remplacera le processus dépassé du Semestre européen. Ce Pacte reposera sur des indicateurs et des objectifs complémentaires, tant sociaux qu'en environnementaux.



Transformer un système défaillant pour parvenir au bien-être pour tous dans une Europe fondée sur le développement durable pour toutes et tous

Nos sociétés sont en crise. Cette crise n'est pas uniquement sociale et environnementale. C'est aussi une crise économique et politique. Ces quatre aspects de la crise se nourrissent les uns des autres. Aucune de ces crises ne pourra être résolue si on ne s'attaque pas au fait que les inégalités continuent de croître et à la façon dont notre système économique fonctionne. C'est là le cœur de notre message.



Louka T. Katseli
Co-présidente



Poul Nyrup Rasmussen
Co-président

Notre planète est dans la tourmente : crise politique, économique, sociale et écologique se renforcent mutuellement

Il est désormais de plus en plus communément admis que nos économies, c'est-à-dire ce que nous produisons, comment nous le produisons et le consommons (et comment nous traitons nos déchets), ont atteint les limites supportables par notre planète, ce qui entraîne une crise écologique grave et profonde. L'être humain ne peut pas continuer ainsi à piller ses ressources naturelles, à épuiser ses stocks de poissons, à détruire sans relâche la biodiversité, à polluer sans fin les sols, l'eau et l'air, à mettre ainsi en danger sa santé et à rejeter toujours plus de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Toutefois, ce ne sont pas les seules limites que nos économies se doivent de respecter et de protéger. Nous avons aussi atteint les limites du supportable sur le plan humain et social, limites que n'auraient jamais dû être franchies. Il n'est plus possible d'enfermer dans la pauvreté des millions de personnes en les privant d'un emploi, d'accès à une couverture sociale de base, à une éducation de qualité et à des services de santé abordables. Nos économies et nos démocraties ne pourront s'épanouir dans la durée que si les droits sociaux et les droits fondamentaux sont respectés et que si les profondes inégalités qui les minent sont réduites. Or comme le démontre notre rapport, les limites du supportable sur le plan social et sur le plan humain sont de plus en plus bafouées: la plupart des gens se battent jour et nuit pour joindre les deux bouts alors qu'une infime portion de l'humanité

capte la plus grande partie de la richesse, pourtant crée pas tous. Ces deux transgressions ont la même cause: un modèle économique dominant, caractérisé par des politiques néolibérales centrées sur le marché et soutenues par de puissants intérêts économiques et financiers. Ce modèle néolibéral repose sur un mépris de la recherche du bien-être pour tous. Il est au seul service d'une minorité et se désintéresse du destin de notre planète.

Les gouvernements et les institutions se sont, dans les meilleurs de cas, efforcés de limiter l'influence de ces intérêts économiques mais ils les ont aussi souvent tolérés avec indulgence quand ils ne les ont pas soutenus. Du coup, les gouvernements sont aujourd'hui perçus comme des institutions au mieux indifférentes, au pire incapables de s'attaquer au déséquilibre des forces entre des intérêts économiques bien organisés et le reste de la société. Cette attitude discrédite les responsables politiques actuellement au pouvoir et ouvre la voie aux nationalistes, à celles et ceux qui prônent le retour en arrière et dont les seules convictions sont xénophobes et une hostilité primaire au projet européen. Nos États-Providence ont été et restent encore contraints par la nécessité de s'adapter à des marchés en perpétuelle évolution et à une concurrence par les seuls coûts de plus en plus effrénée.

La montée des inégalités à travers l'Europe alimente chacune des quatre crises

Comparée à la plupart des autres économies avancées, l'Europe est encore perçue comme un assez bel exemple de cohésion et de justice sociale. Il peut donc apparaître quelque peu contre intuitif de considérer l'Europe comme une région où la lutte contre la pauvreté et la réduction des inégalités doivent être envisagés comme des objectifs politiques prioritaires. En comparaison de son voisin outre l'Atlantique, l'Europe réussit bien mieux dans de nombreux domaines. Aux États-Unis¹, l'accès à un système de santé abordable est moindre, les travailleurs sont moins bien protégés et la concentration de richesses est nettement plus prononcée. Dans la plupart des pays européens, la mobilité intergénérationnelle en matière de revenus est plus importante qu'aux États-Unis. Le même constat peut être fait en matière de mobilité intergénérationnelle dans l'éducation². Toutefois, du fait d'un certain nombre de choix politiques erronés ces dernières décennies, l'Europe est devenue moins juste et moins progressiste socialement que l'on ne pourrait le croire à priori.

La crise climatique et la crise sociale auxquelles nos sociétés sont confrontées aujourd'hui sont étroitement liées et doivent être abordées conjointement. La crise climatique est l'objet à juste titre d'une vaste mobilisation d'acteurs étatiques et non étatiques à travers le monde. Le réseau mondial de scientifiques organisés au sein du GIEC (Groupement d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat.) a publié, en octobre dernier, un rapport au contenu extrêmement alarmant. Les Conférences des Parties (COP) ont lieu régulièrement au niveau international et permettent de maintenir un « moment » politique. Cependant, en dépit de cette mobilisation dynamique et organisée, il est très difficile de mener à bien la lutte contre le changement climatique, car elle bute sur de nombreux intérêts particuliers et se heurte à une forme de résistance au changement. Sans aucun doute, les 5 à 10 prochaines années seront cruciales quant à l'évolution du climat et les décisions prises auront des effets pour les décennies à venir. On ne peut plus retarder l'adoption de mesures beaucoup plus drastiques. Et quoi qu'il arrive, ces décisions affecteront profondément et radicalement de nombreux aspects de nos vies dans le futur.

Alors que de plus en plus d'études montrent que les sociétés où l'inégalité prévaut dysfonctionnent, experts et classe politique n'accordent pas encore toute l'attention nécessaire à la crise sociale qui mine pourtant lentement nos sociétés. En effet, c'est dans les sociétés où les écarts de revenus sont les plus grands que l'on constate le plus souvent une dégradation de l'état de santé général de la population et de l'état des relations sociales : la violence y est plus élevée, la confiance dans la société se détériore, les enfants vivent moins bien et le taux de réussite scolaire y est moins élevé, les mères adolescentes y sont plus nombreuses et la mobilité sociale y est moindre. Lutter contre les inégalités ne bénéficie donc pas seulement aux plus démunis mais à l'ensemble la société. Encore moins d'attention est portée aux interactions entre crise sociale et crise climatique, qui n'est est-elle même qu'une partie du défi écologique global qui est devant nous tous. De même, trop peu d'attention est portée aux causes profondes de la montée des nationalistes et des autocrates dans un nombre croissant d'États membres alors que la crise sociale que traversent nos sociétés en est certainement une des causes principales et mériterait que l'on s'y attarde.

¹ equalchance.org, 2010 data

² Banque mondiale, données de 2018

Les inégalités en Europe résumées en 10 points

- Les inégalités de revenus sont plus élevées dans l'Union européenne qu'aux États-Unis. Si l'on considère l'Union comme un seul pays et sans recourir aux statistiques habituelles fondée sur une moyenne UE, les inégalités sont plus élevées en Europe. Le coefficient GINI est de 0,41 en Europe contre 0,39 aux États-Unis (données 2015, Independent Annual Growth Survey [IAGS] 2018). En terme d'**inégalités des chances**, la situation est moins favorable aux États Unis que dans de nombreux pays de l'Union tels que l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Belgique (données 2010 et 2012, equalchances.org).
- Les 5 % d'Européens les plus riches possèdent près de 40 % de la **totalité du patrimoine privé**. Les inégalités de patrimoine sont encore plus fortes que les inégalités de revenu. Le coefficient GINI qui mesure les inégalités de patrimoine atteint 0,8, soit le double du coefficient GINI qui mesure les inégalités de revenus. La Lettonie est le pays où le patrimoine est le plus concentré, suivi par l'Allemagne, Chypre et l'Autriche (IAGS 2018, données 2014).
- **L'écart salarial entre hommes et femmes** est légèrement plus élevé dans l'Union qu'aux États-Unis. En Europe, les femmes employées à plein temps gagnaient, en 2015, environ 20 % en moyenne de moins que les hommes. Cette situation ne s'est pas améliorée depuis. Dans certains États membres, elle est même devenue plus inquiétante, comme en Lettonie ou en Estonie où l'écart, déjà bien au-dessus de la moyenne européenne, s'est accru (OCDE, données 2015).
- Le taux de **mobilité intergénérationnelle vers le haut** est plus élevé aux États-Unis que dans la plupart des pays de l'Union européenne. Outre-Atlantique, près de 50 % des enfants intègrent une classe sociale plus élevée que celle de leurs parents, alors que de nombreux pays européens affichent des taux bien plus bas, comme en Allemagne ou en France (40 %), en Suède et au Danemark (35 %), en Italie (environ 30 %). Si l'on examine les données historiques, la tendance est même assez inquiétante. À en croire les données de l'OCDE, la régression sociale s'est accrue (OCDE, données 2002 - 2014).
- Les **travailleurs pauvres** constituent presque 10 % de l'ensemble des travailleurs européens. Malgré la baisse récente du taux de chômage, le nombre de travailleurs pauvres a augmenté de 15 % depuis 2010. Cette augmentation concerne principalement les personnes les moins éduqués (jusqu'au premier cycle de l'enseignement secondaire), celles qui travaillent sous contrat temporaire et les travailleurs à temps partiel (OCDE, données 2016).
- Le nombre de **jeunes** qui ne travaillent pas et ne suivent ni études ni formation se situe toujours au-dessus de son niveau de 2008. En 2016, 11,6 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans et 18,8 % de ceux âgés de 25 à 29 ans faisaient partie de ce groupe. C'est en Grèce que la situation est la plus grave avec un tiers des jeunes adultes n'ayant ni travail, ni études, ni formation, suivie par l'Italie et la Bulgarie. Les taux les plus bas en la matière sont affichés par les Pays-Bas (4,6 %), le Luxembourg (5,4 %) et le Danemark (5,8 %) (Institut syndical européen [ETUI], données 2016).
- Plus d'un tiers des Européens vivent dans des conditions de **précarité financière**. En effet, 39,4 % d'entre eux ne peuvent pas faire face à des dépenses imprévues, ce qui revient à dire que près d'une personne sur deux est vulnérable sur le plan financier. Depuis la crise financière, le taux s'est aggravé de 5 % (Eurostat, données 2008 et 2013).
- Presque 10 % des Européens ne peuvent pas se chauffer convenablement Plus de 50 millions de personnes sont touchées par la **précarité énergétique** en Europe. Et près de 10 % de la population européenne connaît des problèmes d'**insécurité alimentaire** (Eurostat, données 2015).
- Environ 2 Européens sur 10 ne disposent pas de suffisamment d'**espace pour vivre**. En Europe, le taux de surpeuplement a atteint 17 % en 2016, ce qui équivaut à 87 millions de personnes. Ce taux varie beaucoup entre les États membres: il est de 5 % à Chypre, à Malte et en Irlande, de 40 % en Hongrie, en Pologne, en Slovaquie et en Croatie, pour atteindre près de 50 % en Roumanie et en Bulgarie (Eurostat, données 2016).
- Environ 19 % des Européens respirent des particules dangereuses (définies comme particules PM10) à des niveaux supérieurs aux limites journalières définies par le droit européen et près de 30 % d'entre eux sont exposés à l'ozone (O_3). Ce n'est pas tout: environ 9 % d'entre eux sont exposés à des concentrations de dioxyde d'azote (NO_2) supérieures au plafond annuel maximal. La **pollution atmosphérique** constitue, de loin, le plus grand risque sanitaire en Europe. Environ 80 % des cas de maladies cardiaques et d'accidents vasculaire cérébral, ainsi qu'un pourcentage équivalent de cancers des poumons, sont liés à ce type de pollution. Cette pollution provoque aussi des risques sanitaires en terme de fertilité, de grossesse et pour les nourrissons et les enfants (Eurostat, données 2017).

Affronter les défis sociaux et écologiques relève d'un même combat pour plus de justice

La planète et l'être humain sont confrontés aux mêmes limites. Ces limites mettent en lumière la même ligne entre l'ancien monde, celui de la cupidité et du capitalisme sans obstacles ni entraves, et un nouveau monde de bien-être équitablement partagé entre tous, où la majorité retrouve un pouvoir et où l'humanité vit en harmonie avec la planète qui l'abrite. Au fond, il s'agit bien d'une seule et même histoire : au fur et à mesure que nous détériorons l'environnement et que le changement climatique devient plus prégnant, nos sociétés deviennent plus inégalitaires. La persistance (ou pas) d'inégalités dans nos sociétés a aussi un effet direct sur la l'état de de l'environnement. Sauver la planète et lutter contre l'injustice sociale procède donc d'un seul et même combat.

L'inégalité a un impact sur l'environnement à plusieurs niveaux. Les sociétés plus égalitaires sont aussi plus écologiques et plus à mêmes de de s'inscrire dans les exigences liées à la durabilité. Nous ne sommes pas égaux devant la crise écologique : nous ne serons pas affectés de la même manière si nous sommes riches ou pauvres, jeunes ou vieux, et suivant l'endroit où nous vivons. Ceux qui portent le plus la responsabilité de cette crise ou qui font maintenant obstacle à sa résolution seront probablement aussi ceux qui seront les moins exposés. Par conséquent, la crise écologique risque de devenir elle-même une nouvelle source d'injustice. C'est déjà le cas. Si cette injustice n'est pas combattue, les inégalités se multiplieront et nous rentreront dans un cercle vicieux infini.

Nous devons comprendre comment combiner progrès social et progrès écologique et tirer profit de cette synergie. Nous ne pouvons pas éradiquer la pauvreté et construire une société beaucoup plus juste si nous pillons notre planète. Parallèlement, il est impossible de résoudre la crise écologique tant que nos sociétés connaîtront de tels niveaux de pauvreté et d'inégalité. C'est un argument essentiel à opposer à tous ceux qui pensent qu'il suffit de « verdir » nos économies sans s'attaquer de front à la crise sociale. Les dimensions sociales et écologiques du développement sont toutes deux fondamentales si nous voulons que celui-ci soit durable et si nous voulons faire émerger dans l'avenir une société de progrès fondé sur le partage. Cela implique d'identifier ce qui doit être changer dans nos systèmes sociaux (y compris la fiscalité) afin de protéger l'environnement naturel dans lequel nous évoluons (climat, écosystèmes et biodiversité) et de comprendre comment élaborer une gouvernance à la fois sociale et écologique, à tous les niveaux, du plan local au niveau européen.

Ni la crise écologique ni la crise sociale ne pourront être résolues sans transformer la façon dont le système économique fonctionne

Résoudre les multiples crises que nous connaissons exige de définir une approche nouvelle et radicale capable de tenir tête aux forces du marché, aujourd'hui dans les mains de puissants intérêts économiques et financiers. Cette approche ne peut être envisagée sans avoir recours à des politiques opérantes, susceptibles de réguler efficacement les marchés et de corriger les déséquilibres de pouvoir sur les marchés des biens et des capitaux, sur le marché du travail et plus généralement dans la société. Nos États-Providence ne devraient plus être contraints au mieux de se plier à la pression exercée par les forces du marché ou au pire de s'effondrer. C'est au contraire aux marchés de s'adapter afin de promouvoir le bien-être pour tous. Il est également nécessaire de renforcer la responsabilité sociale du secteur privé et de développer réellement le secteur de l'économie sociale et solidaire. Il faut repenser la façon même de faire de la politique: c'est le devoir majeur des forces et des partis progressistes aujourd'hui. Il serait néanmoins naïf de penser

pouvoir changer la politique sans impliquer les citoyens. La participation de toutes et tous est devenu aujourd'hui un thème central du débat démocratique. Le défi est de taille et les intérêts économiques qui s'y opposent sont puissants. C'est pour cela qu'il faut redonner, sans plus attendre, aux citoyens la capacité d'agir à de multiples niveaux, à travers de vrais droits, l'égalité des chances et le recours à l'action collective. Il convient également de repenser complètement notre conception de l'activité économique, et en particulier notre rapport à la croissance économique et de son lien avec le bien-être. Une société fondée sur le développement durable repose sur des citoyens actifs plutôt que sur des consommateurs passifs. Si l'on orientait et évaluait les résultats des politiques publiques sur la base d'objectifs explicitement liés au bien-être de chacun plutôt que sur des concepts abstraits comme le PIB, les citoyens participeraient sans doute plus volontiers aux débats publics.

Promouvoir la durabilité et réduire les inégalités est à la portée de nos mains

Les inégalités contemporaines ont des causes multiples et certaines d'entre elles sont interdépendantes. Il n'y a pas lieu d'être fataliste pour autant : ces inégalités sont la conséquence d'un système dominant, un système où les marchés se sont mis à produire plus - et non moins ! - d'inégalités. Certes, les préoccupations liées à l'environnement y jouent un rôle de plus en plus important. C'est en prenant pleinement en compte la complexité structurelle de ces évolutions que nous proposons une stratégie politique audacieuse et cohérente, qui s'attaque énergiquement aux différents facteurs d'inégalité, qu'ils soient plus anciens ou récents. Cette stratégie implique nécessairement un changement profond dans le fonctionnement de nos systèmes économiques. Car une société vivante et juste, au vrai sens du terme, ne peut écarter personne de l'exercice du pouvoir, ne peut restreindre la représentation et la participation de quiconque. Car une société durable sur le plan écologique ne peut reposer que sur la paix sociale.

Pour toutes ces raisons, les propositions politiques concrètes formulées par la Commission Indépendante dans le présent rapport visent toutes à une transformation radicale de nos sociétés. La transformation que nous appelons de nos vœux interroge la place et le rôle de la croissance économique perçue comme une fin en soi. Elle pose aussi un distinguo entre richesse et bien-être et conteste vigoureusement la répartition actuelle des revenus, du patrimoine et du pouvoir économique. Enfin, la transformation que nous appelons de nos vœux repose sur la conviction que la transition écologique peut être un puissant moteur d'innovation et de progrès social.

Des Objectifs du Développement Durable de l'ONU pour 2030 à un nouveau projet pour une Europe fondée sur le développement durable

À des degrés divers, beaucoup des enjeux politiques que nous avons identifiés s'inspirent des Objectifs du Développement Durable (ODD) adoptés par l'ONU en 2015. L'adoption de ces objectifs au plus haut niveau politique a, en soi, constitué une réussite majeure. Cependant, en dépit de l'opportunité politique qu'elle représentait pour concevoir une stratégie de développement durable à l'échelle de l'Europe et malgré les appels répétés en ce sens de la part du Parlement européen, la Commission européenne a fait la sourde oreille et a clairement failli à sa mission. Plus de trois ans après la signature des ODD à New York par l'ensemble des États membres de l'Union européenne, il n'existe toujours pas de programme européen ni de stratégie européenne pour mettre en œuvre ses objectifs. C'est d'autant plus déplorable que pour toutes les politiques couvertes par les ODD, la dimension européenne est pertinente et parfois même critique. Cette inaction de la Commission européenne a créé un très grand vide en matière de politique sociale mais aussi dans le reste du champ de l'action publique. Au fond, la Commission européenne a refusé d'agir sur les interactions, par définition intrinsèques comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, qui existent entre questions économiques, écologiques et sociales. En cantonnant la notation de durabilité au seul domaine de la politique environnementale (gestion des déchets ou lutte contre les émissions de gaz à effet de serre...),

l'Union européenne ne traite pas de la crise sociale (et donc de certains facteurs essentiels pour comprendre la crise écologique) et refuse de questionner le modèle économique dominant et les politiques économiques erronées qui y sont associées.

Pis encore, nous manquons ainsi une occasion de ranimer le projet européen dans son ensemble en lui assignant un nouvel objectif qui, par de nombreux aspects, touche à la vie quotidienne des Européens et leur démontrerait que l'Union a effectivement une vision pour améliorer leurs conditions de vie aujourd'hui et demain. D'un point de vue politique, il paraissait naturel et logique, après 2015, de traduire les ODD en mesures stratégiques européennes. Il suffisait de transposer l'ensemble des objectifs et « des cibles » identifiées dans les ODD dans le contexte européen tout en s'assurant de bien reconnaître les liens entre les différents objectifs politiques et les « cibles ». La Commission européenne devrait néanmoins adopter « un document de réflexion sur la mise en place d'une stratégie de développement durable dans le cadre des ODD », d'ici fin 2018. Ce document devrait enfin combler l'inaction de la Commission européenne, bien qu'à un stade très tardif de son mandat, en définissant une vision et une feuille de route politique claire et exhaustive.

Pour une action publique forte et une réforme du processus de gouvernance

Dès le début de notre travail en commun, il nous est apparu clairement que nos objectifs ne pouvaient être atteints sans procéder à des changements politiques radicaux et ce dans plusieurs domaines. Les membres de la Commission Indépendante n'avaient pas pour objectif premier de savoir ce qui serait « politiquement correct » mais ont eu pour mission de définir ce qui permettrait de changer réellement le cours des choses. Nous sommes arrivés à la conclusion que nos propositions politiques devaient être étalées dans le temps ; certaines parce que urgentes ou plus simples peuvent être mises en œuvre rapidement avec effets immédiats; d'autres sont plus compliquées et relèvent d'une perspective à plus long terme. Compte tenu de la complexité du système de gouvernance de l'Union européenne, où plusieurs niveaux de compétence se superposent, et où l'étendue des compétences attribuées à l'Union varie en fonction des

domaines d'action, nous sommes tombés d'accord sur le fait que la « mère » des réformes pour rendre opérante la transformation vers une société fondée sur le développement durable devait être de réformer substantiellement le processus du « Semestre européen ». En outre, nous estimons nécessaire de procéder sans plus attendre à une réforme ambitieuse de l'Union Économique et Monétaire.

Nos recommandations ne se limitent pas au niveau européen, car certains leviers politiques cruciaux se situent au niveau national. Les responsables nationaux, régionaux et locaux auront également un rôle majeur à jouer en agissant de manière cohérente dans les champs économiques, sociaux et environnementaux pour assurer la transition durable. L'action publique, du plan local au niveau européen, ne peut pas se contenter de corriger

les échecs du marché ou de réparer les dégâts causés par l'économie. Sur le chemin vers le développement durable, gouvernements et administrations doivent activement encadrer, superviser et apporter le soutien nécessaire à la transition grâce à des réglementations appropriées et un soutien financier facilitant les investissements privés et publics cruciaux dans le domaine social, dans la recherche et les infrastructures. Ils doivent aussi s'attacher à définir des mesures justes de pré-distribution et de re-distribution de la richesse et des revenus et à bâtir à travers toutes les décisions nécessaires l'État-Prov-

idence socio-écologique de demain³. Les institutions européennes ainsi que les responsables nationaux, régionaux et locaux doivent, de ce fait, faire en sorte que les administrations publiques soient organisées de telle sorte qu'elles disposent de personnel en nombre suffisant et correctement formé ainsi que des ressources nécessaires pour pouvoir mener à bien tout un large spectre d'actions publiques. Ils doivent également comprendre et maîtriser les difficultés et les complexités inhérentes au processus de transition vers le développement durable.

Au moins 10 ans d'actions continues sont nécessaires pour réaliser un véritable changement

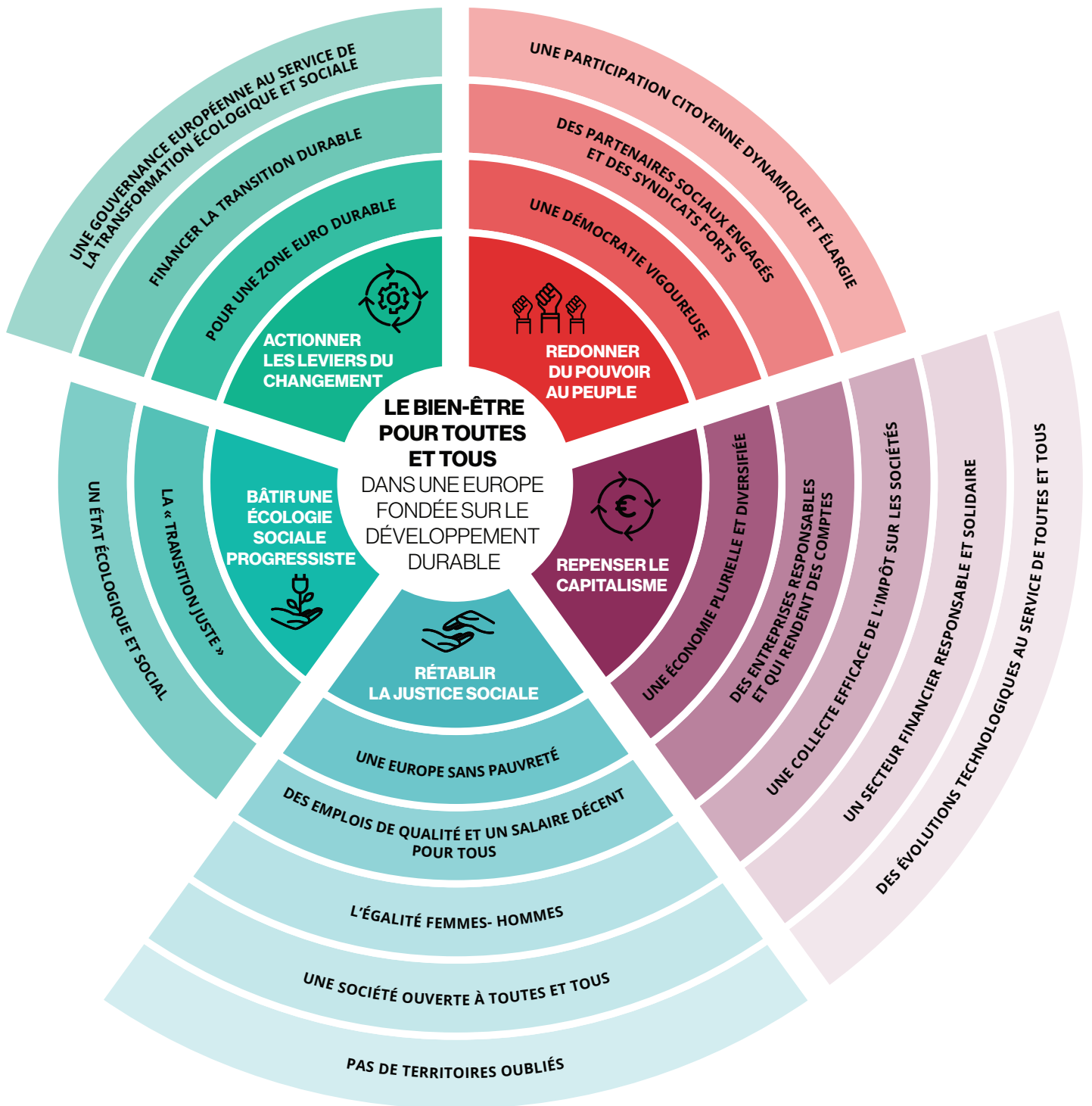
Les propositions politiques de la Commission Indépendante pour l'Égalité Durable comportent deux volets. Le premier volet correspond à un ensemble de recommandations et de mesures concrètes à mettre en œuvre rapidement et le plus tôt possible au cours de la prochaine mandature du Parlement européen (2019-2024). En avril 2019, la Commission Indépendante publiera le second volet de son rapport. Celui-ci proposera des mesures détaillées et complémentaires au premier rapport avec l'objectif de consolider la transformation nécessaire vers le bien-être durable pour tous.

Un ensemble de politiques de long terme, au-delà de 2024 y sera abordé, sachant que certaines des propositions du présent rapport ne sont qu'une esquisse. Mis ensemble, les 2 rapports répondent donc bien à la perspective 2030 qui est celle des objectifs du développement durable de l'ONU et se projettent parfois au-delà. Pour réaliser le changement que nous appelons de nos vœux, ténacité et cohérence dans l'action politique seront nécessaires pendant une période suffisamment longue, ce qui constitue déjà un défi en soi.

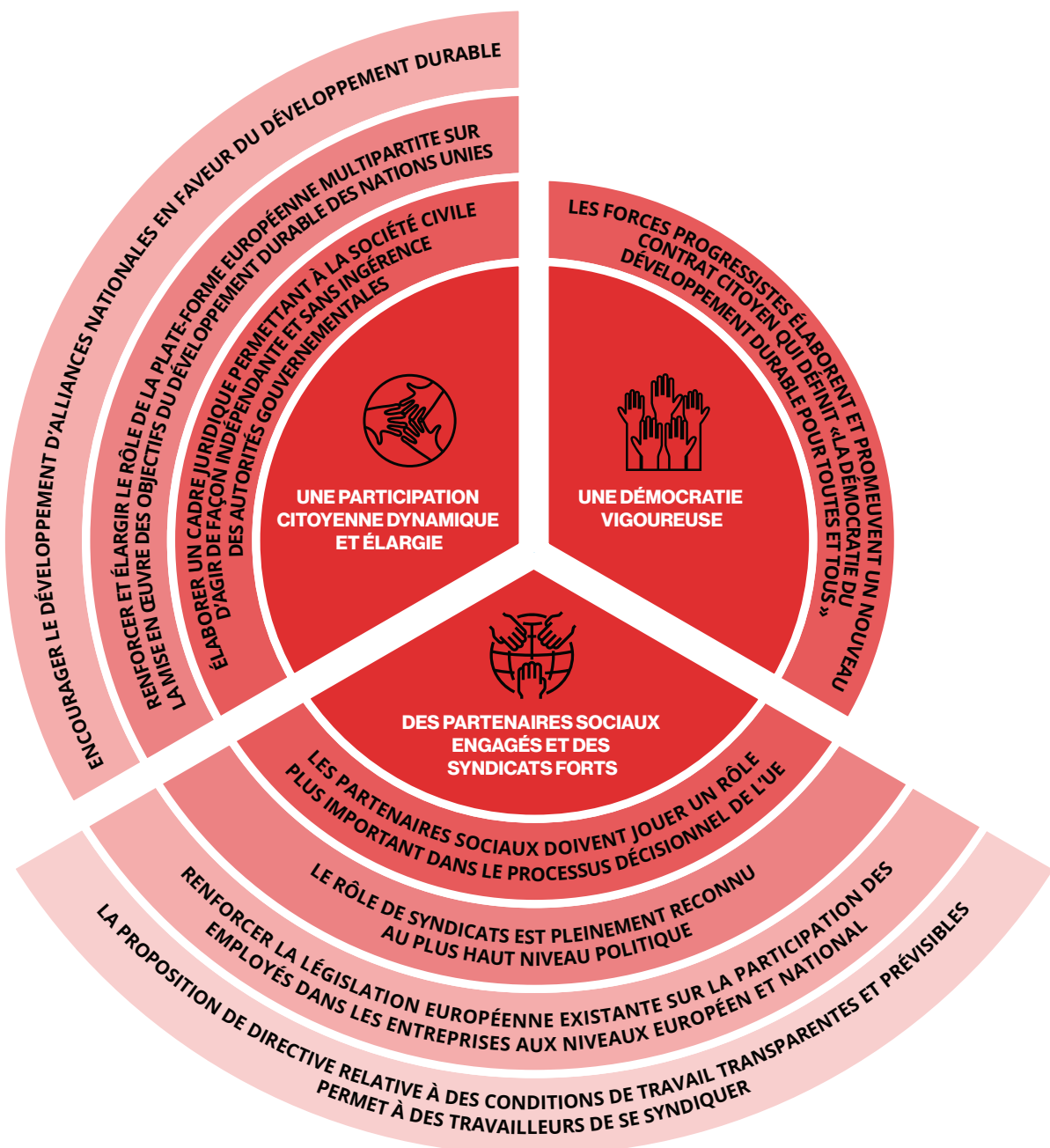
³ Cependant, notre mission ne consistait pas à définir des propositions politiques au niveau international. C'est la raison pour laquelle le présent rapport ne formule pas de recommandations détaillées dans les domaines relatifs à la politique internationale, tels que le commerce ou la réglementations du secteur financier international, mais se concentre sur ce que l'Union peut faire « seule ». Nous n'oublions pourtant pas un seul instant qu'une action au niveau mondial est nécessaire essentielle pour compléter et soutenir l'action européenne.



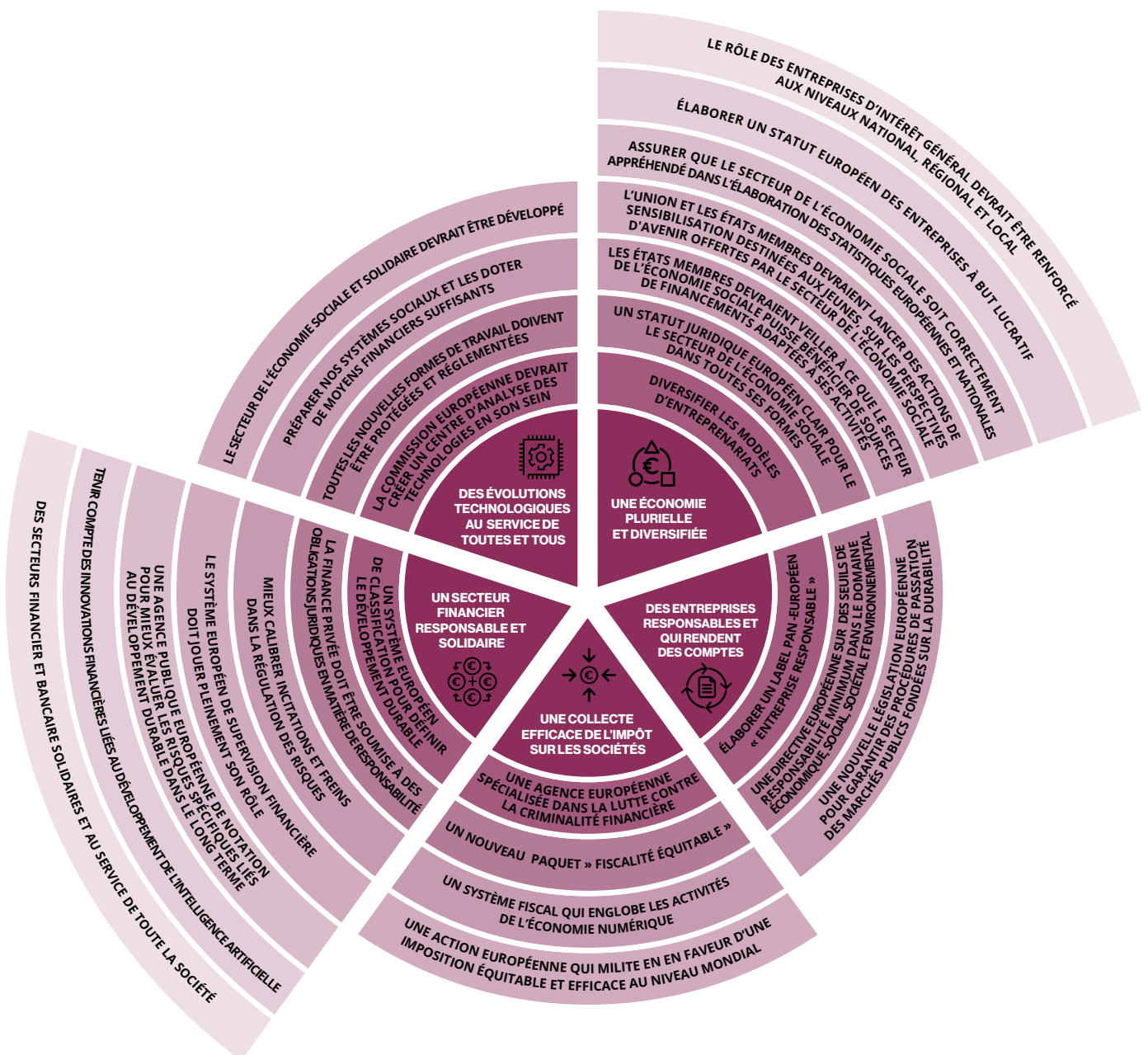
Une société vivante et juste, au vrai sens du terme, ne peut écarter personne de l'exercice du pouvoir, ne peut restreindre la représentation et la participation de quiconque. Une société durable sur le plan écologique ne peut reposer que sur la paix sociale. ”



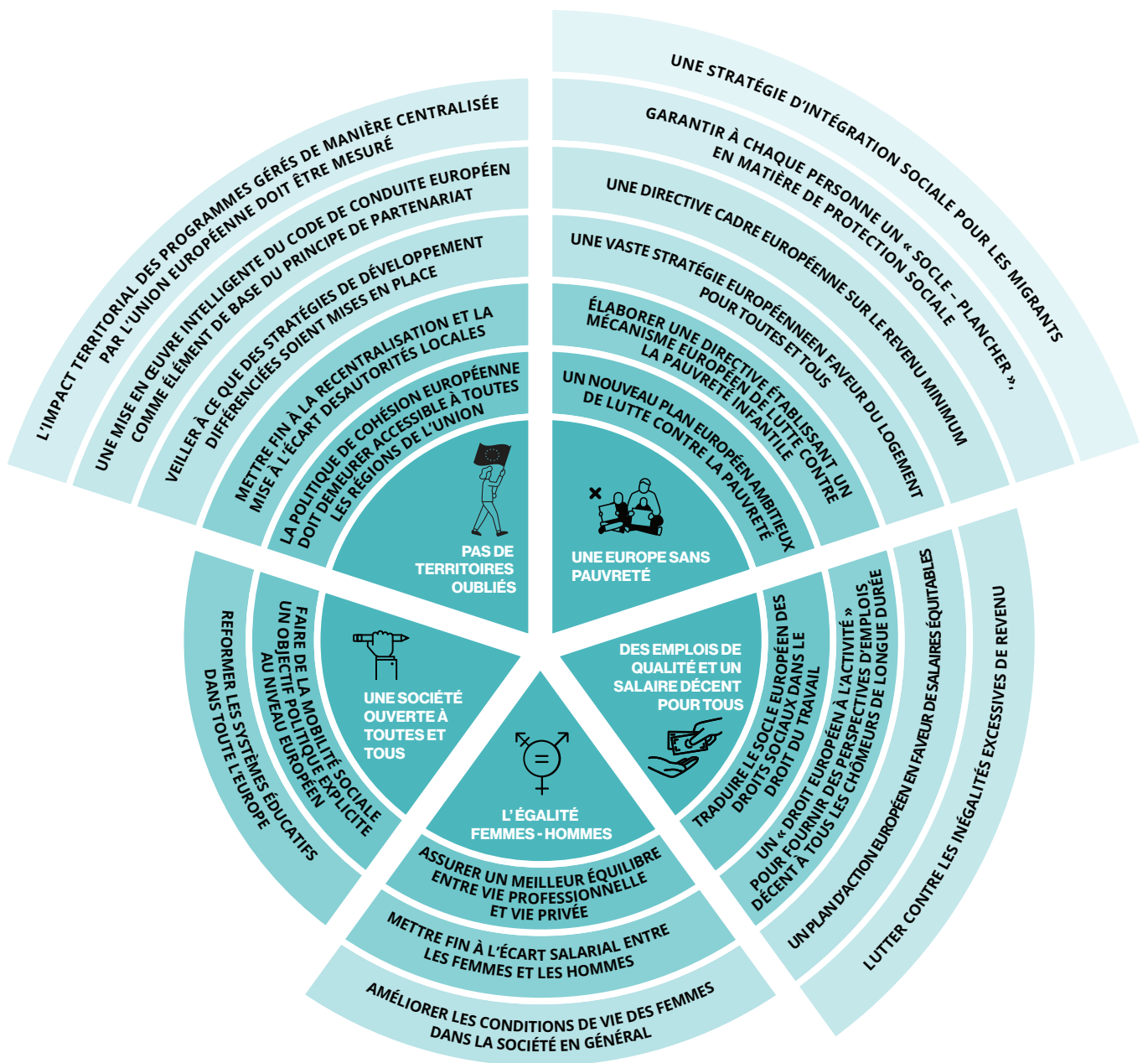
REDONNER DU POUVOIR AU PEUPLE



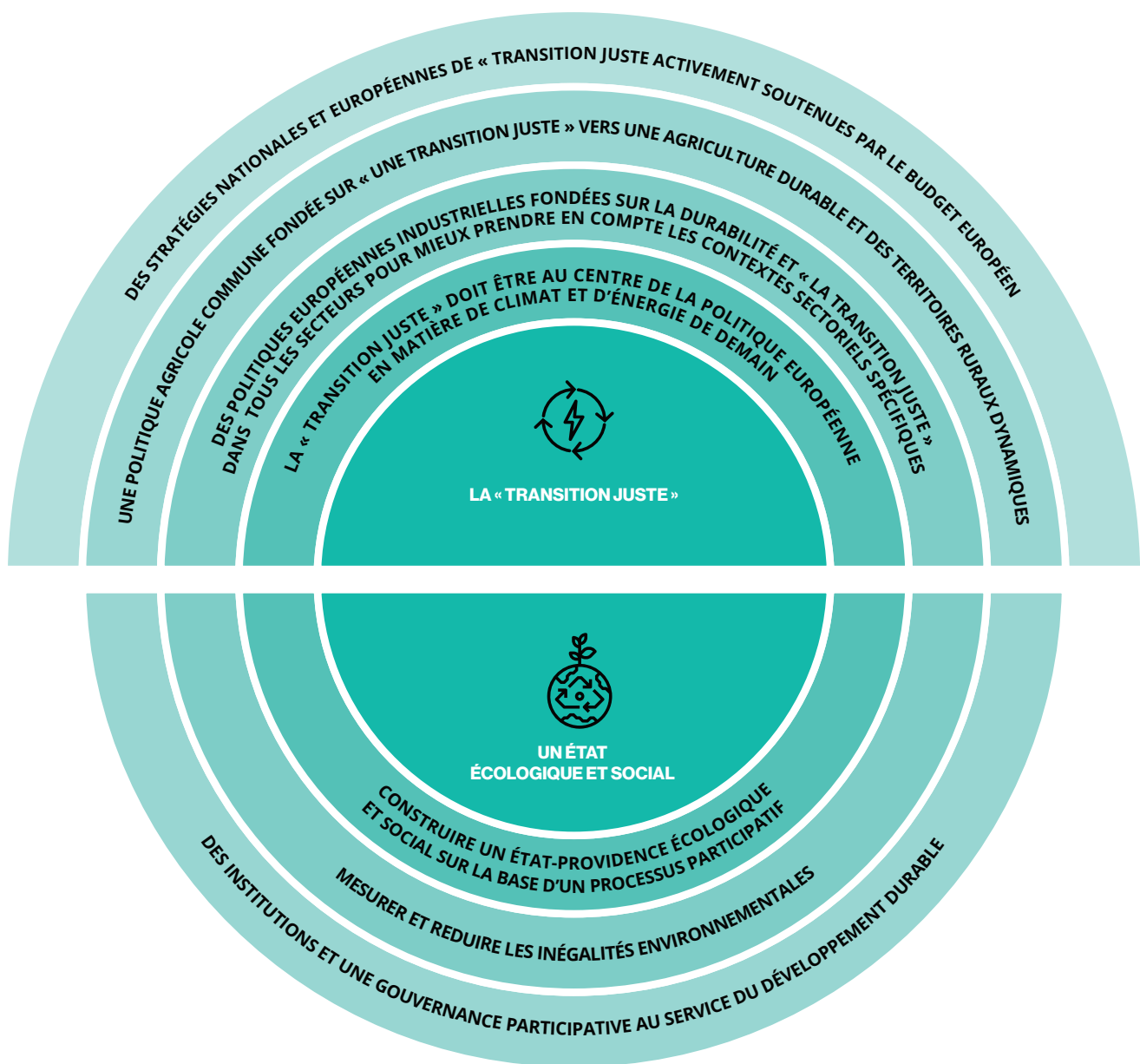
REPENSER LE CAPITALISME



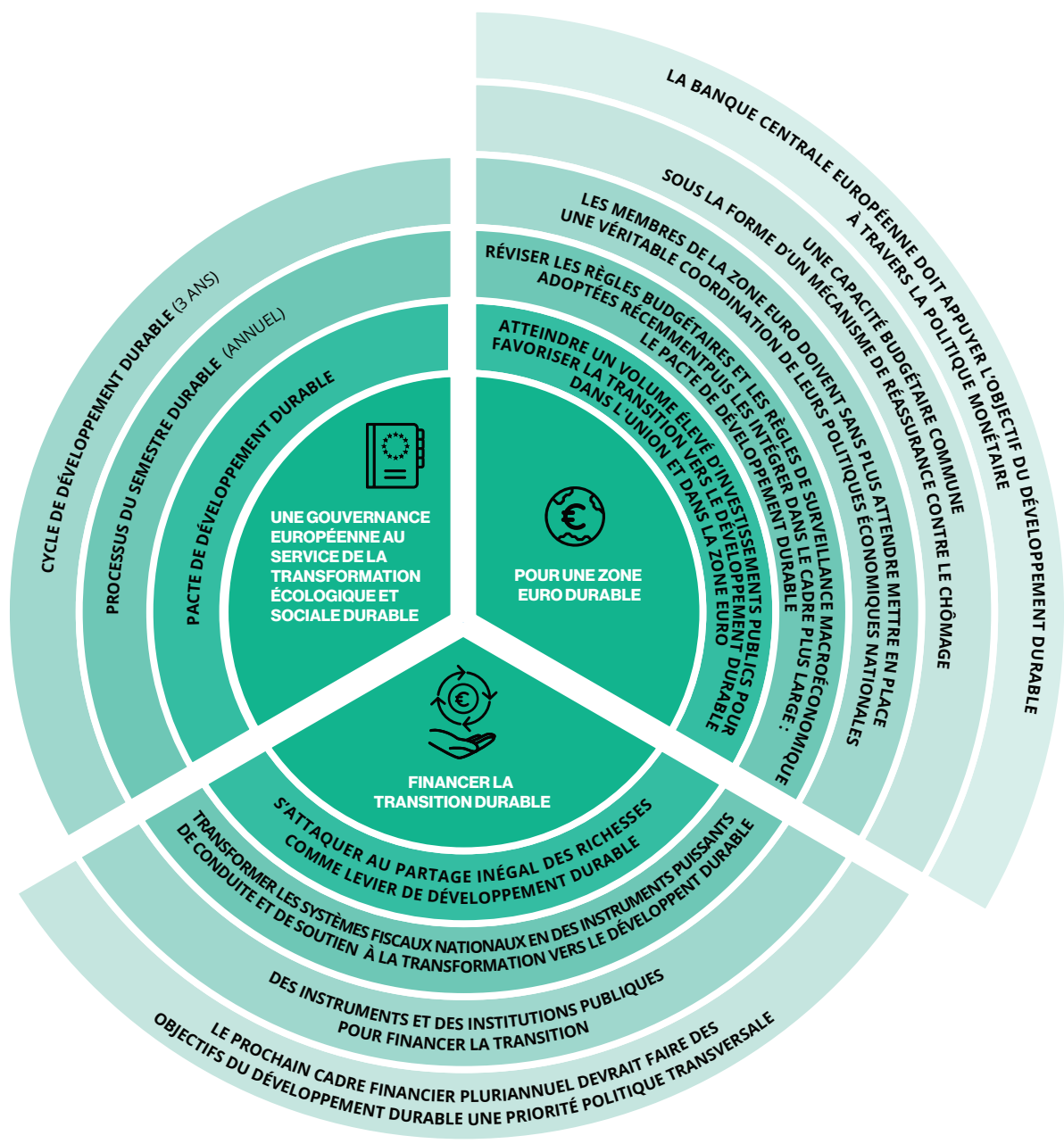
RÉTABLIR LA JUSTICE SOCIALE



BÂTIR UNE ÉCOLOGIE SOCIALE PROGRESSISTE



ACTIONNER LES LEVIERS DU CHANGEMENT





**“On ne peut
abandonner l’espoir
que les problèmes
dont les êtres humains
sont à l’origine
puissent également
être résolus par eux.,,**

WILLY BRANDT



“C’est précisément l’objectif auquel s’est attaché la Commission Indépendante pour l’Égalité Durable, coprésidée par Poul Nyrup Rasmussen et Louka T. Katseli en élaborant ce premier rapport. Non seulement le rapport met en avant un certain nombre de solutions extrêmement pertinentes et nécessaires pour la prochaine législature du Parlement européen mais il repose sur une nouvelle vision, une vision de long terme pour construire la société du 21^{ème} siècle, une société fondée sur les principes de justice et de responsabilité, une société où chacun sera en mesure d’envisager le futur avec confiance, une société bâtie sur le respect de chacun et sur le respect de la planète que nous avons si urgemment besoin de protéger.”

UDO BULLMANN,
Président du Groupe Parlementaire
«Alliance Progressiste des Socialistes & Démocrates» au Parlement européen

“Les propositions politiques concrètes formulées par la Commission Indépendante dans le présent rapport visent toutes à une transformation radicale de nos sociétés. La transformation que nous appelons de nos vœux interroge la place et le rôle de la croissance économique perçue comme une fin en soi. Elle pose aussi un distinguo entre richesse et bien-être et conteste vigoureusement la répartition actuelle des revenus, du patrimoine et du pouvoir économique. Enfin, la transformation que nous appelons de nos vœux repose sur la conviction que la transition écologique peut être un puissant moteur d’innovation et de progrès social.”

LOUKA T. KATSELI & POUL NYRUP RASMUSSEN,
Co-présidents de la Commission Indépendante pour l’Égalité Durable



progressive
society

www.progressivesociety.eu



@ProgressSoc



@eupgressivesociety